

## Note régionale sur le financement climatique : Moyen-Orient et Afrique du Nord

Charlene Watson, ODI, Liane Schalatek, HBS,  
et Aurélien Évéquoz

Fondamentaux 9  
du financement  
climatique

FÉVRIER 2022

Le financement climatique des fonds multilatéraux pour le climat dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA)<sup>1</sup> est largement concentré dans un petit nombre de grands projets sous forme de prêts ou de prêts concessionnels, financés par le Fonds de technologie propre (CTF). Le montant total des financements approuvés entre 2003 et 2021 s'élève à 1,6 milliards US\$, répartis sur 153 projets. Cet argent a été largement consacré aux efforts d'atténuation malgré les besoins pressants d'adaptation dans la région, en particulier pour les mesures de conservation de l'eau et de sécurité alimentaire. Sur ce financement total approuvé pour la région, 617 millions US\$ sont sous forme de subventions. Les projets d'adaptation ont tous été soutenus par des subventions. Un total de 964 millions US\$ a été accordé sous forme de prêts ou de prêts concessionnels pour quelques projets d'infrastructure énergétique à grande échelle approuvés par le CTF et le Fonds vert pour le climat (FVC). Les deux principaux pays bénéficiaires, l'Égypte et le Maroc, ont reçu respectivement 28% et 19% du total des financements climat approuvés dans la région tandis que quatre pays de la région n'ont reçu aucun financement climatique des fonds suivis par la Mise à jour des fonds climatiques (CFU). Par ailleurs, les financements approuvés ont augmenté de 70 millions US\$ en 2021.

### Introduction

Les pays de la région MENA sont très vulnérables au changement climatique qui est susceptible d'aggraver les défis de développement persistants, faisant de l'adaptation au changement climatique une priorité (ESCWA, 2019). Ces pays sont déjà les plus pauvres en eau du monde et doivent importer plus de la moitié de leurs denrées alimentaires (Namdar et al., 2021). Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) prédit que le changement climatique réduira rapidement les précipitations dans la région et que les changements hydrologiques qui en résulteront pourraient réduire la disponibilité de l'eau par personne de 30% à 70% d'ici 2025, diminuer la productivité agricole et également accroître le risque d'inondations dans les zones côtières urbaines à forte densité de population (GIEC, 2014).

Sur les réserves mondiales prouvées de pétrole et de gaz, 57% et 41% se trouvent respectivement dans la région MENA (bien que n'étant pas réparties uniformément entre les pays de la région), et l'exploitation de ces ressources en combustibles fossiles est au cœur des économies de la plupart des pays de la région MENA. La perspective de devoir réduire la consommation de ces carburants fossiles afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) frappe donc les pays producteurs de pétrole de la région comme une proposition coûteuse et réductrice en opportunités économiques. Les modes de vie et les modes

de consommation dans ces pays sont également à forte intensité de carbone et les émissions par habitant dans de nombreux pays de la région MENA sont 60% plus élevées que la moyenne des pays en développement. En parallèle, les taux de pauvreté restent élevés dans de nombreux pays de la région MENA pauvres en ressources, comme au Yémen et à Djibouti, les deux pays de la région classés parmi les pays les moins avancés (PMA).

### Origine des financements

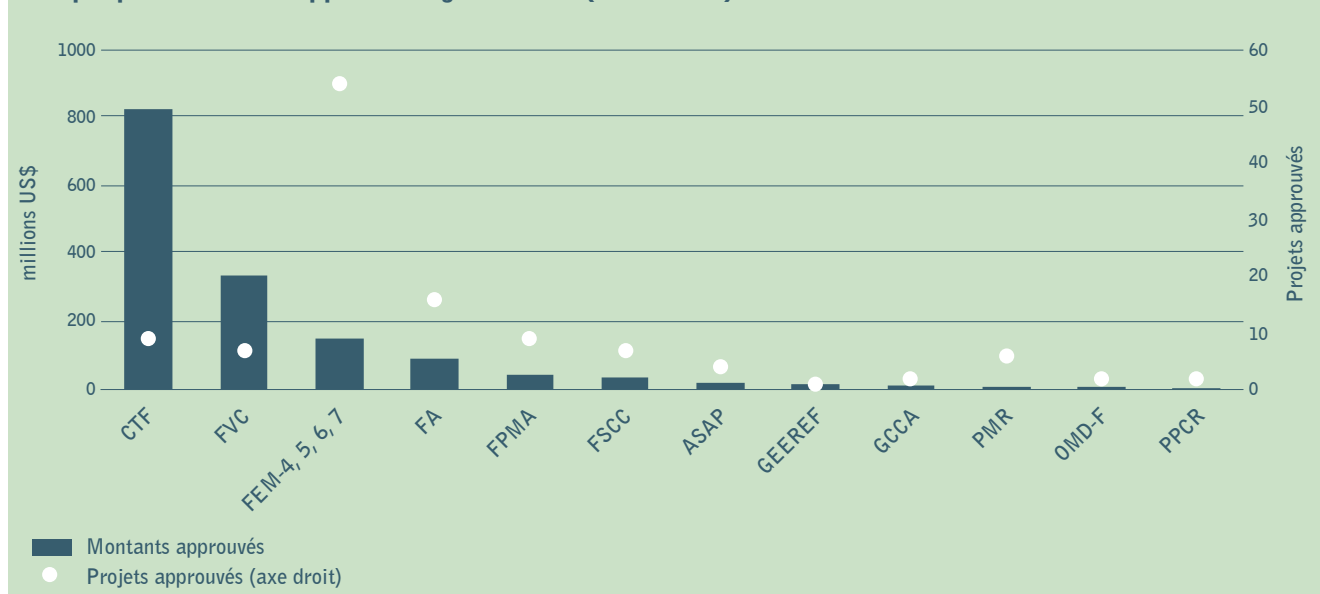
Douze fonds climat sont actifs dans la région MENA (Tableau 1 et graphique 1). C'est le CTF qui fournit la majeure partie des contributions, avec un total approuvé de 825 millions US\$ pour quatre projets au Maroc et en Égypte et cinq projets régionaux. La majorité des financements a été octroyé sous la forme de prêts concessionnels. Un plan d'investissements en faveur de l'électricité thermique à concentration a également été approuvé pour la région MENA.

Par le biais du FVC, trois projets soutiennent le Maroc (pour un total de 98 millions US\$), deux projets en Égypte (avec 186 millions US\$), un projet en Jordanie (avec 25 millions US\$) et un projet en Cisjordanie et Gaza (27 millions US\$). Les pays de la région MENA bénéficieront également potentiellement de plusieurs programmes multi-pays du GCF, bien que la part du financement qui sera allouée à chaque pays ne soit pas encore claire. L'Égypte, la Jordanie, le Maroc et la Tunisie bénéficieront

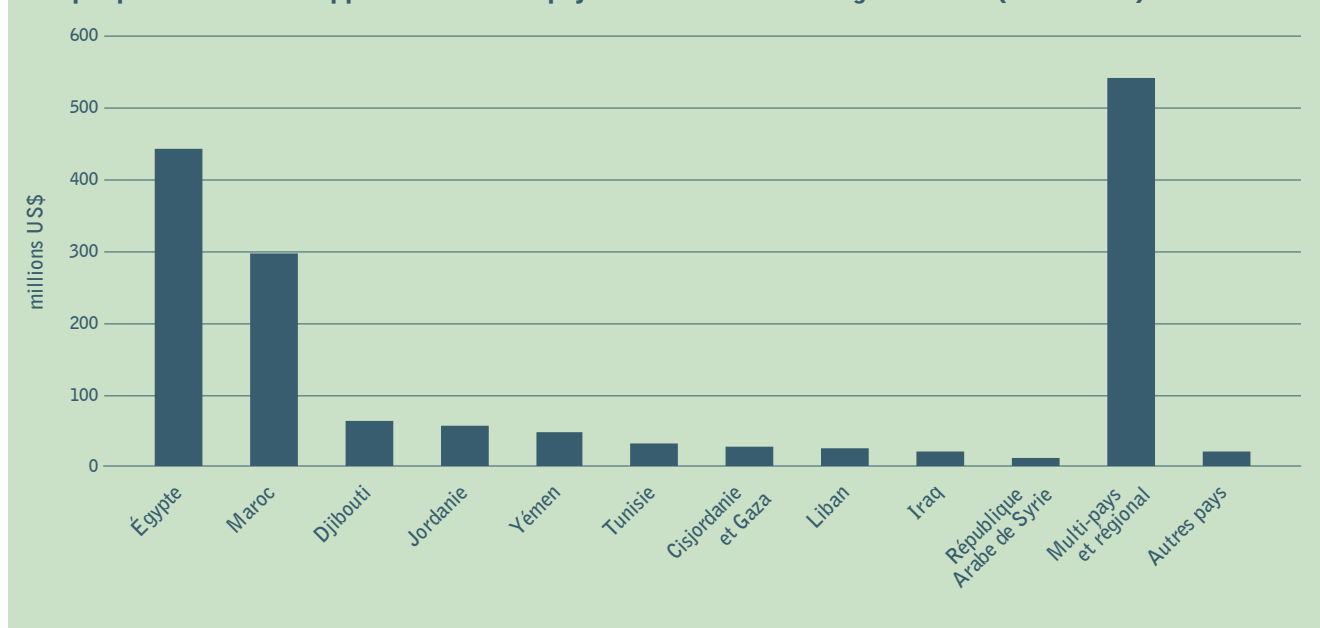
Tableau 1 : Fonds climat d'appui de la région MENA (2003-2021, millions US\$)

Fonds	Montant approuvé	Projets approuvés
Clean Technology Fund (fonds pour les technologies propres, CTF)	825,1	9
Fonds vert pour le climat (FVC-IRM, FVC-1)	335,6	7
Fonds pour l'environnement mondial (FEM-4, 5, 6,7)	152	54
Fonds d'adaptation (FA)	91,2	16
Fonds pour les pays les moins avancés (FPMA)	44,1	9
Fonds spécial pour le changement climatique (FSCC)	37,3	7
Adaptation for Smallholder Agriculture Programme (Programme d'adaptation pour la petite agriculture, ASAP)	22,1	4
Global Energy Efficiency and Renewable Energy Fund (Fonds mondial pour la promotion de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables, GEEREF)	16,6	1
Global Climate Change Alliance (Alliance mondiale pour le changement climatique, GCCA)	11,6	2
Partnerships for Market Readiness (Partenariats pour la préparation du marché, PMR)	10,2	6
Fonds pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement <sup>2</sup> (OMD-F)	7,6	2
Pilot Program for Climate Resilience (Programme pilote pour la résilience climatique, PPCR)	2,6	2

Graphique 1 : Fonds d'appui à la région MENA (2003-2021)



Graphique 2 : Montants approuvés dans les pays bénéficiaires de la région MENA (2003-2021)



du programme mondial de 378 millions US\$ du FVC pour des financements dans l'énergie durable, tandis que la Jordanie, le Maroc et la Tunisie pourraient recevoir un financement pour des sous-projets à approuver dans le cadre du Fonds climatique infranational mondial (150 millions US\$) et un programme d'atténuation à fort impact pour le secteur des entreprises (258 millions US\$). Le FVC soutient également 34 programmes de préparation à travers la région MENA avec 24,4 millions US\$.

Des financements climatiques bilatéraux sont également acheminés vers la région MENA. Ce financement climatique complète les flux des fonds multilatéraux pour le climat. Cela comprend le fonds bilatéral pour le climat de l'Allemagne.<sup>3</sup> Cependant, les fonds bilatéraux ne sont pas suivis par la CFU, compte tenu de leur manque relatif d'informations détaillées disponibles de manière transparentes sur les activités et les dépenses en cours.

### Destinataires des fonds

La distribution du financement climatique des fonds dédiés au climat est concentrée en Égypte et au Maroc, avec des montants totaux approuvés de 443 millions US\$ et 296 millions US\$ respectivement provenant des fonds climatiques multilatéraux suivis par la CFU. Nos données montrent que sur les 21 pays de la région MENA, seuls 17 pays reçoivent des financements climats. Les quatre pays qui ne reçoivent pas de financement climatique comprennent les états riches producteurs de pétrole tels que les Émirats arabes unis (EAU). Djibouti et le Yémen, deux pays classés parmi les PMA de la région MENA, ont reçu ensemble 111 millions US\$. Ce financement est presque exclusivement destiné aux projets d'adaptation. Enfin, une part importante des financements (542 millions US\$) pour la région prend la forme de programmes multi-pays ou régionaux, dont la répartition financière exacte entre les pays bénéficiaires n'est pas encore connue au moment de l'approbation. Cependant, dans le cas des projets régionaux du CTF MENA, au moins 485 millions US\$ sont approuvés pour des activités au Maroc.

### Type de projets financés

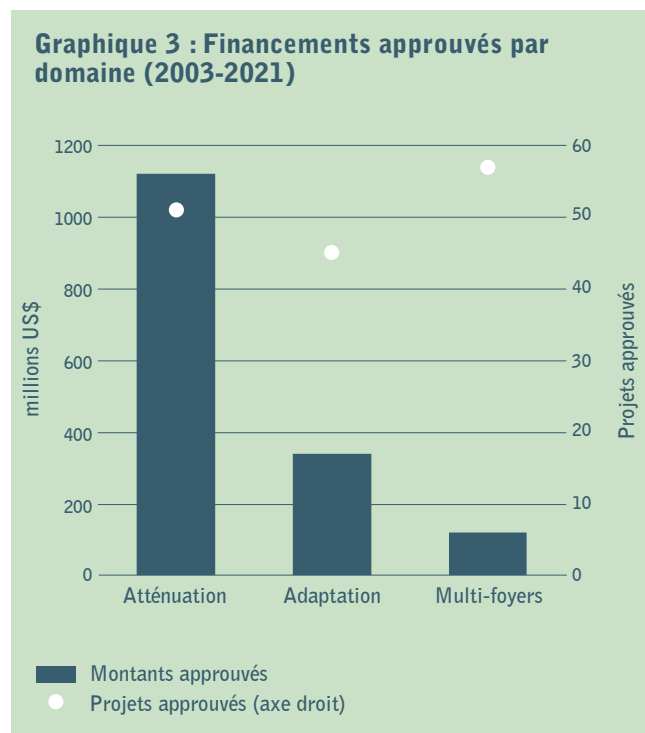
Comme le montrent la graphique 3 et le tableau 2, 71% des financements climats approuvés pour la région (1,1 milliard US\$) sont affectés à des activités d'atténuation. Ce chiffre est en grande partie le reflet de neuf projets du CTF MENA, avec une moyenne de financements de 92 millions US\$ (la moyenne de financements de projets hors CTF est de 5,2 millions US\$). Le plus grand financement approuvé dans la région MENA est le prêt concessionnel de 238 millions US\$ octroyé en 2014 par le CTF à Noor II et III, Projet de concentration d'énergie solaire (CES), au Maroc. Ce projet fait l'objet d'un effort concerté du CTF pour soutenir le déploiement de cette technologie dans la région. Ce projet CES a un potentiel considérable pour générer de l'électricité propre à grande échelle. Les investissements du CTF dans la région MENA commencent à illustrer la valeur des financements publics internationaux ciblés pour la viabilité de cette technologie prometteuse (Stadelmann et al., 2014). Le plus gros investissement du FVC dans la région a eu lieu en 2017 avec l'approbation d'un cadre de financement d'énergie renouvelable en Égypte de 154,7 millions US\$.

Le financement cumulé des projets d'adaptation dans la région MENA, qui sont en moyenne nettement inférieurs aux investissements d'atténuation, n'atteint qu'environ 30% de financement d'atténuation approuvé dans la région, malgré d'importants besoins d'adaptation. Plusieurs fonds mettent en œuvre 45 projets d'adaptation dans la région pour un montant total approuvé de 340 millions US\$.

Les nouvelles approbations de financement pour la région en 2021 ont été modestes, s'élevant à 70 millions US\$ sur tous les thèmes de financement. Le Fonds d'adaptation (FA) a approuvé deux nouveaux projets en Syrie et à Djibouti ainsi qu'un projet régional sur le renforcement de la résilience des personnes déplacées en Jordanie et au Liban (pour un total de 29,3 millions US\$) et le PPCR un projet en Tunisie pour la mise en œuvre d'un système de chauffage et de refroidissement urbain à Tunis (1 million US\$). Le FEM-7 a approuvé un projet à foyers multiples en Tunisie (0,9 million US\$) et un projet d'atténuation en Égypte (1,9 million US\$). Enfin, en 2021, le FVC a soutenu un nouveau projet d'adaptation pour le secteur agricole en Jordanie ainsi que neuf programmes de préparation pour un montant total de 25 millions US\$ et 11,6 millions US\$, respectivement.

Tableau 2 : Financements approuvés par domaine (2003-2021)

Thème	Montant approuvé (millions US\$)	Projets approuvés
Atténuation	1119,1	51
Adaptation	340,4	45
Domaines multiples	120,8	57



## Références et lectures complémentaires

Climate Funds Update: [www.climatefundsupdate.org](http://www.climatefundsupdate.org)

ESCWA (2019) Climate finance in the Arab region. Technical report. Beirut: United Nations Economic and Social Commission for Western Asia. <https://undocs.org/pdf?symbol=en/E/ESCWA/SDPD/2019/TP.10>

Houzir, M., Mokass, M. and Schalatek, L. (2016) Climate governance and the role of climate finance in Morocco. Rabat and Washington, DC: Heinrich Böll Stiftung Morocco and North America. [https://us.boell.org/sites/default/files/morocco\\_study\\_climate\\_governance\\_final\\_english\\_nov.2.pdf](https://us.boell.org/sites/default/files/morocco_study_climate_governance_final_english_nov.2.pdf)

IPCC (2014) AR 5 climate change 2014: impacts, adaptation and vulnerability. Geneva: Intergovernmental Panel on Climate Change. <https://www.ipcc.ch/report/ar5/wg2/>

Namdar, R.; Karami, E.; Keshavarz, M. (2021) Climate Change and Vulnerability: The Case of MENA Countries. Basel, Switzerland: MDPI International Journal of Geo-Information. ISPRS Int. J. Geo-Inf. 2021, 10, 794. <https://www.mdpi.com/2220-9964/10/11/794>

Schalatek, L., Little, S., Bibler, S. Salcedo-La Vina, C. (2012) From ignorance to inclusion: gender-responsive multilateral adaptation investments in the MENA region. Washington, DC: Heinrich Böll Stiftung Washington, DC and Gender Action. <http://www.genderaction.org/publications/ignorancetoinclusion.pdf>

Stadelmann, M., Frisari, G. and Rosenberg, A. (2014) The role of public finance in CSP – lessons learned. San Giorgio Group Policy Brief. Venice: Climate Policy Initiative. <https://www.climatepolicyinitiative.org/wp-content/uploads/2014/06/The-Role-of-Public-Finance-in-CSP-Lessons-Learned.pdf>

## Notes

1. Classification de la Banque mondiale : Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Cisjordanie et bande de Gaza, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, Iran, Irak, Israël, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Malte, Maroc, Oman, Qatar, Syrie, Tunisie, Yémen (voir : <https://datahelpdesk.worldbank.org/knowledgebase/articles/906519-world-bank-country-and-lending-groups>).
2. Le Fonds pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (MDG-F) a été opérationnel de 2007 à 2013. En mai 2019, tous ses projets avaient été financièrement clôturés
3. En 2014, la dernière année où la mise à jour a été en mesure de suivre les fonds climatiques bilatéraux, ces flux cumulés vers la région MENA depuis 2008 comprenaient 38 millions US\$ en provenance de l'Initiative internationale de l'Allemagne pour le climat (IKI).

Les Fondamentaux du financement climatique s'inspirent des données de Climate Funds Update et sont disponibles en anglais, en espagnol et en français sur [www.climatefundsupdate.org](http://www.climatefundsupdate.org)

© ODI et HBS 2022.  
CC BY-NC 4.0.

**ODI**  
203 Blackfriars Road | London | SE1 8NJ | UK  
Tel: +44 (0)20 7922 0300

**Heinrich Böll Stiftung Washington, DC**  
1432 K Street, NW | Suite 500 | Washington DC 20005 | USA  
Tel: +1 202 462 7512